**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

## **La proposition européenne de taxe sur les transactions financières (TTF) cible de manière disproportionnée les citoyens européens plutôt que les institutions financières**

**Bruxelles, 21 janvier 2019** - En 2013 déjà, BETTER FINANCE avait clairement exprimé son soutien à une taxe européenne sur les transactions financières (TTF) et à son principal objectif *« [de faire en sorte que] les institutions financières contribuent de manière équitable et substantielle à la couverture du coût de la récente crise… et à la protection de l'économie réelle, des PME, des ménages, etc*. *»*

Dans le même temps, [BETTER FINANCE exprimait aussi de vives préoccupations au sujet de la proposition de TTF présentée par la Commission européenne (CE) en février 2013,](https://betterfinance.eu/publication/ftt-the-european-proposal-does-not-meet-its-objective-eu-citizens-are-likely-to-pay-instead-of-banks/) soulignant que la proposition ne répondait pas à cet objectif et qu’une fois de plus, les citoyens de l'UE supporteraient l'essentiel de cette TTF à la place des institutions financières.

En effet, plutôt que de cibler les transactions entre institutions financières, comme le prévoit l'objectif louable de la TTF, la proposition actuelle cible une fois de plus les citoyens européens en tant qu'épargnants et investisseurs finaux, permettant au secteur financier de s’en tirer à bon compte.

Une véritable TTF, qui entend réellement associer les institutions financières à la protection de l'économie réelle et des citoyens de l'UE, devrait être prélevée sur les opérations sur devises, en particulier les produits dérivés du change, ainsi que d'autres produits dérivés, plutôt que de cibler essentiellement les transactions portant sur des actions et des obligations cotées en bourse.

Avec plus d'un million de milliards de transactions par an – soit plus de [5 000 milliards](https://www.investopedia.com/ask/answers/052715/how-big-derivatives-market.asp) de dollars échangés chaque jour – le marché des devises (représenté essentiellement par les produits dérivés du change) est sans conteste le premier marché financier du monde, loin devant tous les autres. Les marchés d’actions mondiaux, bien plus connus, ne représentent qu’une petite fraction – environ 5 % – du marché des devises. Pourtant, ce marché – le plus grand de tous les marchés financiers, qui est aussi le terrain de jeu privilégié des institutions financières – ne serait pas affecté par le prélèvement d’une TTF, et reste à ce jour totalement opaque et très peu réglementé. Il en va de même – dans une moindre mesure toutefois – pour les instruments dérivés de taux d'intérêt qui ne sont pas négociés par les citoyens mais surtout, ici aussi, par les institutions financières. Une TTF ciblant ces marchés professionnels gigantesques plutôt que les marchés d'actions générerait pourtant des recettes fiscales bien plus importantes et protégerait les citoyens européens qui n’auraient pas une fois de plus à payer l’addition.

Six ans plus tard, le dossier de la TTF reste bloqué au Conseil, bien que de nouvelles discussions aient eu lieu à la suite d’une [note de l'Allemagne en juin 2019,](https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-10097-2019-INIT/en/pdf) demandant au Conseil de reprendre les négociations et de concevoir une TTF selon le modèle français.

La proposition allemande ne tient malheureusement pas compte des questions et des inquiétudes autour de la TTF formulées par BETTER FINANCE en 2013. En bref, la proposition allemande préconise le prélèvement d’une taxe de 0,2 % sur toutes les transactions portant sur des actions d’un montant supérieur à 1 milliard d'euros, épargnant ainsi les opérations sur devises, les obligations, les instruments dérivés et le trading à haute fréquence.

Selon [Sven Giegold, député européen des Verts](https://www.ibtimes.com/germany-launches-new-plan-eu-financial-transaction-tax-2882762), cette proposition de TTF pervertie est « *une farce et non une véritable taxe sur les transactions financières* » et serait en fin de compte payée par les *« petits investisseurs* ». Même le seuil d'un milliard d'euros qui figure dans cette proposition n’y change rien, puisque les fonds d'investissement et les fonds de retraite répercuteraient la taxe sur l’usager final : l’épargnant à long terme et l’investisseur particulier.

Dans cette optique, BETTER FINANCE demande aux autorités européennes :

* d’exonérer clairement les citoyens de l'UE (c'est-à-dire les investisseurs particuliers non professionnels) de la TTF ;
* de supprimer l'exemption pour le plus grand marché financier mondial, c’est-à-dire le marché des changes, ou le marché des devises au comptant ;
* d’inclure dans le champ d'application de la TTF toutes les transactions à haute fréquence (HFT) et de gré à gré
* de prévenir l'arbitrage réglementaire massif et l'évasion fiscale en incluant tous les États membres de l'UE et tous les grands centres financiers dans le champ d'application de la proposition

\*\*\*

Contact : Directeur de la communication ǀ Arnaud Houdmont ǀ +32 (0)2 514 37 77 ǀ [houdmont@betterfinance.eu](mailto:houdmont@betterfinance.eu)